

COURRIER DE LA MESNIE

Jeunes, vous servez la patrie : Ma plus grande joie sera de voir revivre la France avec vous (HENRI, Comte de Paris)

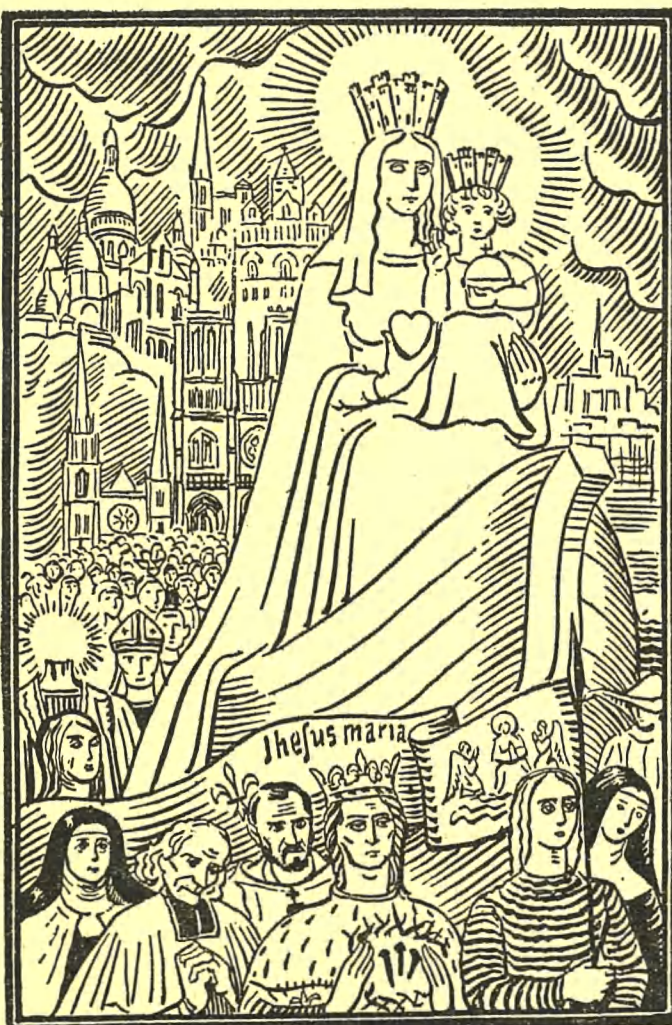
NOTRE-DAME *Reine de France*

LE Roi Louis XIII, en publiant l'édit de Consécration de la France à la Vierge Marie, le 10 février 1638, ne faisait pas un acte purement personnel, il faisait un acte de Roi, un acte public et politique, par lequel toute la France était engagée et dont elle bénéficiait toute entière, sans qu'aucun des Français non-catholiques n'ait lieu de se plaindre, ni n'en fut contraint ou brimé. Les Mesniers du Roi relèvent du même esprit à la fois publiquement catholique et sainement libéral. Des chrétiens de toute nuance, contaminés par l'atmosphère de laïcisme public, verront peut-être dans cet hommage des Mesniers du Roi à Notre-Dame, une sorte d'accaparement de la religion pour le service d'une cause politique. Nous les plaignons. Et pour preuve de notre désintéressement, nous invitons le gouvernement où les catholiques sont en grand nombre, à rendre le même hommage public à Notre-Dame et à mettre les actes et les lois de la IV^e République en harmonie avec cette consécration.

Le sens très Chrétien de notre Histoire

LE dernier numéro du « Courrier de la Mesnie » était consacré à Louis XVI. Le but n'en était pas purement historique, narratif ou documentaire. Il ne s'agissait pas de remuer un grand souvenir qui grandit Louis XVI par la majesté de son supplice et qui émeut dans les cœurs bien nés la piété monarchique toujours sommeillante. Il était utile de montrer que le motif de l'exécution de Louis XVI n'était pas un acte, une faute ou un crime politique, mais sa qualité royale. Il faut aller plus loin, car ce n'était pas cela seulement, ce n'était pas cela d'abord.

LE meurtre de Louis XVI est une immolation. Et pour un chrétien qui connaît l'importance de la croix de Notre-Seigneur dans l'histoire du monde, cette immolation apparaît comme un événement religieux capital de notre histoire. Il est le témoignage le plus irréfutable de la fidélité dynastique française au catholicisme. Je crois volontiers les témoins qui se font égorger. Cet événement sanctionne et consacre ce que Pie VI appela alors « les lois fondamentales du royaume ». Il en



prépare le triomphe après l'orage. La Révolution n'est pas finie. Mais le fait qui témoigne contre elle s'impose encore plus à notre esprit qu'à celui des contemporains. Du point de vue de la constitution politique traditionnelle, la mort de Louis XVI est une fin qui peut être définitive, qui appelle des regrets même de la part des non-monarchistes, et qui a pu justifier des critiques contre le faible Louis XVI à ceux qui ont mesuré l'ampleur de cet effondrement. Mais du point de vue du caractère religieux de la monarchie française, cette immolation n'est pas une fin mais le principe d'un renouvellement. Elle s'empare de l'avenir. Elle sacre le Roi une seconde fois pour un règne posthume qui remplit tout l'espace entre lui et le Roi que nous attendons.

PIE VI, dans l'allocution consistoriale qu'il prononça le 11 juin 1793, a vu dès l'événement la profondeur et le caractère surnaturel et mystique du drame. Il le met dans sa trame historique, en rappelant les efforts de la Sainte Ligue deux cents ans auparavant : « Tu demandais alors, ô France, un Roi catholique. Tu disais que les lois fondamentales du royaume ne permettaient pas de connaître un roi qui ne fût pas catholique, et c'est précisément parce qu'il était catholique que tu viens de l'assassiner ! »

Car telle fut la raison. Dès le début, Pie VI n'hésite pas à donner à Louis XVI le nom de *martyr*, galvaudé maintenant, mais que le Pape emploie au sens théologique et sacré : On peut croire et soutenir sans témérité que Louis fut un martyr. »

Le rapprochement de la Ligue et de la Révolution que suggère à Pie VI la mort de Louis XVI nous révèle la loi la plus profonde de notre histoire. Les faits lui donnent la confirmation la plus nette. La France en n'acceptant de Roi que catholique mérite de vivre les deux siècles les plus majestueux de son histoire. La France en coupant la tête de son Roi parce que catholique, prend le contrepied de sa vocation et de ses « lois fondamentales » ; elle chancelle ; rien de ferme ne peut s'établir. Elle s'engage dans un siècle et demi d'invasions étrangères et de révolutions intestines qui viennent de la conduire à une véritable déchéance qu'elle n'avait jamais connue, prélude de catastrophes prochaines plus terribles encore.

A cette croisée des chemins, à ce tournant décisif de notre histoire, Dieu attend notre retour. Par la rigueur du châtement, il nous contraint d'y penser. L'étude du problème économique, social, politique, tout nous invite à porter le regard plus haut et plus profond. Qui ne se sent écrasé, étouffé, dans ce monde nouveau fermé du côté du Ciel ? L'homme veut se ménager le refuge de l'éternel ; il veut une justice qui ne change pas avec les partis et les haines, qui soit le corollaire d'un dogme indiscutable et divin ; il comprend la pressante nécessité de la grande loi évangélique de l'amour fraternel basé sur Dieu et non plus sur des affinités politiques ou des revendications de classe. Il souhaite qu'une même Loi imprescriptible s'impose aux grands comme aux petits. Il vient de découvrir dans une guerre affreuse et la perversité native de l'homme et les moyens d'oppression et de destruction inconnus jusqu'ici que le progrès actuel lui met en mains !

Au commencement de son « Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme, considérés dans leurs principes fondamentaux » le grand converti espagnol Donoso Cortés — converti justement par l'étude des révolutions — citait le mot de Proudhon dans « Les Confessions d'un révolutionnaire » : « Il est surprenant qu'au fond de notre politique nous trouvions toujours la théologie. »

Oui, le surnaturel est ce qu'il y a de plus naturel, dirait Louis Veuillot, dans la politique comme dans l'histoire de ce pays que Jeanne d'Arc appelait « le saint royaume ». Aux grands tournants et dans les grandes crises de l'histoire française, il faut même dire qu'on touche Dieu du doigt. Le naturalisme des histoires modernes est bien court. Le Christ, sa Mère, ses Anges et ses Saints sont des personnages de notre vie nationale ; ils ont une toute autre efficacité et réalité que les fantômes mythologiques de l'Enéide. Ils y sont autrement incarnés ; ils se fondent si pleinement au poème de notre histoire qu'il a été possible de ne pas les voir. Et pourtant le surnaturel est partout et la vocation catholique de la France est une évidence. Le baptême de Clovis en est le point de départ. Il fait la fortune de la première race. Les services rendus à l'Eglise et au Pape sacrent Pépin et la seconde race. La troisième, la dynastie capétienne est vraiment née de l'Eglise et dans le plus magnifique essor monastique que l'histoire ait connu : les Bénédictins de Cluny sont à l'origine de la réforme de l'Eglise et des princes d'où sortira le Moyen Age : les grands pèlerinages, les trêves de Dieu et les croisades sont leur œuvre. Et la jeunesse mystique d'une dynastie encore faible et mal affirmée porte avec Saint Louis sa plus belle fleur dont elle reçoit une gloire qui la couvre encore. La dynastie, à la veille de disparaître, est restaurée par Jeanne d'Arc qui dans son sacrifice, véritable sommet de sa mission (et non pas le sacre de Reims), sacra le Roi une seconde fois pour une mission plus profonde : celle de conserver à la France cette foi catholique que la dynastie anglaise y eut compromise. La grandeur du XVII^e siècle a pris naissance dans l'héroïque résistance de la Ligue et la conversion d'Henri IV. Un Jacques Bainville, qui ne voit pas le caractère saanique de la Révolution, nous paraît bien vide et bien insuffisant. C'est par référence aux « Lois fondamentales » qu'il importe de juger la Révolution. La Vendée est suscitée alors pour en témoigner magnifiquement dans le sang de ses paysans et de ses nobles ; elle est morte pour le Roi parce que le Roi est mort pour l'Eglise.

NOTRE-DAME

REINE

DE

FRANCE

(Suite)

Lenôtre raconte dans *La Révolution par ceux qui l'ont vue* (p. 41) qu'« un brave homme d'ouvrier, le 6 octobre 1789, voyant le château de Versailles assiégé par les Parisiens, fend la foule, s'avance jusqu'aux gardes du corps rangés dans la cour du Palais et, s'adressant à l'un d'eux, M. de Beauvilliers, lui dit simplement : « Laissez-moi passer, Monsieur le garde. » — « C'est impossible. Pourquoi faire d'ailleurs ? » — « Pour parler au roi. » — « Que lui voulez-vous ? » — « Nous voulons qu'il donne bonnement sa démission et tout sera fini. » Mais non, tout ne serait pas fini. G. Lenôtre est un excellent bourgeois : pas d'histoires ! La paix ! Il est de la très libérale congrégation de la concession perpétuelle qui a conduit les braves gens à faire le lit des mauvais depuis quelques bons lustres. Mais nous payons les échéances. La réflexion finale de Lenôtre est vraiment bouffonne : « On ne sait pas, on ne saura jamais le nom de cet homme de génie ; peut-être la façon dont il fut rembarqué lui ôta-t-elle le goût de propager son idée. Quel dommage ! Et que de catastrophes évitées si sa motion avait été adoptée. »

Les jeunes monarchistes veulent voir les choses dans leurs vraies proportions. Les temps sont durs. L'heure est grave. Il faut aller à l'essentiel. Le Roi qu'ils veulent instaurer c'est le Christ-Roi. Vive le Roi ! Vive la France ! ne leur suffisent pas. Le meilleur régime, le plus sage, et le plus équilibré n'aura sans le Christ qu'une vie éphémère. Ni le talent, ni le dévouement ne l'empêcheront de crouler. Faire un nouveau régime est préparer une nouvelle révolution. « Le temps n'est pas venu pour le Christ de régner, disait le Cardinal Pie à Napoléon III. Alors le temps n'est pas venu pour les gouvernements de durer. » La monarchie sera chrétienne ou elle ne sera pas ou elle ne tiendra pas.

Quand on veut bien prendre conscience des lois fondamentales de notre histoire, et le malheur nous y contraint, nous ne sommes pas libres de penser autrement. Dès lors, les événements importants de notre époque ne sont pas ceux qu'un vain peuple pense. Un événement national, comme le passage à travers toute la France de la Vierge miraculeuse de Boulogne provoquant partout un mouvement puissant de retour à Dieu, cet événement considéré à la lumière de cette alliance indissoluble de la France et du Christ qui est la loi fondamentale de notre gran-

La politique doit être faite, en son temps, avec une préparation convenable, complète, religieuse, intellectuelle, économique et sociale.

PIE XI.

**

A qui veut régénérer une société quelconque en décadence, on prescrit avec raison de la ramener à ses origines.

LEON XIII (Rerum Novarum).

deur et de notre rayonnement, le principe de notre mission, de notre vocation française est un événement capital. Il porte d'ailleurs tout le caractère d'une action surnaturelle. Inattendu, spontané, populaire, il dérouta les calculs et les prudenances. Il dirige et entraîne plutôt qu'il n'est dirigé. Il détermine au milieu de la confusion actuelle comme le rayon ordonnateur d'une Présence Sacrée ; toutes les lumières de notre histoire viennent comme s'y confondre pour éclairer l'avenir. Il se relie au vœu de Louis XIII qui proclama la royauté de la Mère de Dieu sur la France ; il a pris origine à Boulogne aux fêtes du Troisième Centenaire du vœu royal en 1938, auxquelles assistaient la Comtesse de Paris et les petits Princes. Aux fêtes du Puy (15 août 1942) Notre-Dame de Boulogne fut présente, portée par les scouts de France. Le 28 mars 1943, la France se consacrait après ses chefs spirituels au Cœur Immaculé de Marie. La statue de Notre-Dame de Boulogne partit alors de Lourdes, c'est-à-dire de la frontière, et sa marche ne s'arrêta plus : elle s'avance portée par des jeunes gens à travers le pays, reconquérant son royaume province par province. Le succès est tel que le retour de la statue de Boulogne à son fief a donné l'idée d'un Grand Retour de la France à Dieu. Aucune ville n'a fermé ses portes à cette Reine pacifique ; on a vu des préfets, comme celui d'Angers, prendre la tête du cortège. Les municipalités hostiles se sont avérées impuissantes. Et Paris lui-même reçoit en Reine la blanche Madone. Ses rues lui sont ouvertes et son peuple se retrouve chrétien. Il apparaît que le peuple de France ne demande qu'à être empoigné, touché, éclairé, encadré, mené. Le christianisme ne lui est pas étranger. Cette masse qu'on exploite est en réalité un vrai peuple qui aime qui comprend, et qui respecte. La Vierge Marie découvre la France à elle-même. Et elle découvre à la France les lois de sa vie et de sa gloire, car cette étrange procession est un défi au laïcisme public ; elle proclame que les rues et les cités relèvent du domaine royal de Notre-Seigneur ; que la religion n'est pas une affaire privée, personnelle, individuelle, mais aussi une religion de plein jour. Et cet événement se passe à une époque où tout est remis en question, où le laïcisme et sa morale ont fait faillite, où la France doit choisir entre le chemin de sa résurrection ou de sa déchéance. Il s'étend à tout le pays, il intéresse chacune de nos provinces. De ce miracle tranquille d'une statue irrésistible, il faut tirer les conséquences. Il faut comprendre. Et faire comprendre. A ce miracle de Dieu qui comme tous les vrais miracles divins attend notre collaboration et notre concours, les monarchistes veulent participer.

Ils veulent en être les plus fervents artisans. Ils sont soutenus dans cet effort et cette ferveur par l'exemple de leurs Princes qui furent presque tous si extraordinairement dévots à Notre-Dame, et par la connaissance des lois profondes de notre histoire. La monarchie qu'ils préparent et qu'ils désirent leur paraît l'instrument choisi du Règne de Marie sur notre Patrie. Ils la mettent au premier rang des moyens ; et le règne du Christ-Roi est le premier de leurs buts, le seul qui compte. Et le Roi de France en est le serviteur, il en est le chevalier. Du Christ « vrai roi de France » il est le « lieutenant », comme dirait Jeanne. Notre cri est le vieux cri de nos pères inscrit dans la loi salique :

« Vive le Christ qui aime les Francs ! »
Vive le Christ-Roi !

LES ROIS DE FRANCE ET LA DEVOTION A NOTRE-DAME

Si le Roi de France était le lieutenant du Christ, on peut penser que la Vierge Marie a dû se mêler intimement et publiquement à la vie de notre dynastie. Son intervention est constante. La Reine du Ciel est de la famille.

On a compté au moins dix naissances de Rois ou Princes de France dues à la protection de la Vierge Marie. Et il est intéressant de constater que ce sont celles de Philippe-Auguste, de Louis VIII, père de Saint-Louis, et que Louis IX et Marguerite de Provence durent à leurs prières un héritier qui fut suivi de tant d'autres que lorsque les Capétiens directs s'éteindront, c'est à Saint-Louis qu'on remontera pour leur trouver un successeur, et quand les Valois s'éteindront, c'est à Saint-Louis encore qu'on remontera pour faire accéder au trône les Bourbons. Quand les Bourbons directs disparaîtront, n'est-il pas curieux encore que c'est d'un Roi saint et juste, Louis XIII, que dériveront les Orléans, dont le Comte de Paris est l'héritier direct. Pour arriver jusqu'à nous la dynastie bifurque deux fois, à Saint-Louis et à Louis le Juste. Sans eux nous serions sans prince. Louis XI dut un fils à l'invocation de Notre-Dame de Cléry. Louis XV dut à l'invocation de Notre-Dame de Liesse ce Grand Dauphin auquel Dieu demanda le sacrifice de sa couronne, pour expier les péchés de son père et pour mériter de donner un fils, Louis XVI, qui ajouterait à l'auréole de sainteté que Saint-Louis conféra à sa dynastie l'auréole aussi du martyre. Quant à Louis XVI et Marie-Antoinette, les premières années de leur mariage ayant été stériles, la Reine s'adressa à Notre-Dame du Chêne, non loin de Neauphle-le-Château. Elle se chargea en outre de l'achèvement de la reconstruction de Notre-Dame de Bon-Secours à Nantes et d'avance — confiante en Marie — elle offrit une statue d'argent représentant la Vierge tenant l'Enfant-Jésus. L'enfant donné par Marie fut le petit Louis XVII.

Mais la naissance la plus miraculeuse et pour laquelle Dieu suscita tant de prières fut celle de notre plus grand Roi, qui devait porter la France à l'apogée de sa puissance. Elle fut accordée au pieux Louis XIII dans les jours mêmes de la consécration de la France par lui à la Vierge Marie. La naissance du Roi n'a pas été la cause première mais l'occasion déterminée de cette consécration. L'annonce de cette naissance vient à la Reine en 1637 par un religieux augustin de Notre-Dame des Victoires, église élevée par Louis XIII. La Vierge apparaît pour cela au Frère Fiacre. Mais la consécration de la France à la Vierge Marie est demandée dès 1636 par la Mère Anne-Marie de Jésus Crucifié, qui en a reçu mission du Ciel. Louis XIII saisit donc le Parlement de son projet de consécration. Le 7 février 1638, la Reine avait enfin la certitude de sa grossesse. Le Roi le jour même, dépêche le Frère Fiacre en pèlerinage de remerciement à Notre-Dame de Cotignac et — sans même attendre la naissance pour savoir si l'enfant serait un garçon ou une fille, mais pleinement confiant en Marie — trois jours après — le 10 février 1638 — il publiait l'Édit officiel de consécration de la France et de la Famille Royale à la Vierge. Louis XIV put en naissant, le 5 septembre suivant, recevoir le nom de Louis-Dieudonné. La Reine fit élever en reconnaissance à Notre-Dame de la Crèche l'église de l'abbaye bénédictine du Val de Grâce, devenue maintenant hôpital.

La piété des Bourbons envers Marie est très caractéristique. Le cri des Ducs de Bourbon n'était-il pas déjà « Notre-Dame-Bourbon » ? Dès le premier souverain de cette branche la Vierge Marie prend possession de la lignée glorieuse. Il est raconté que la bonne mère huguenote d'Henri IV chanta dans les douleurs un cantique populaire à la Sainte-Vierge. Les premières années d'Henri IV furent celles d'un enfant catholique. Et la Vierge se réservait de terrasser en lui l'hérésie protestante. Comme pour nous révéler son action, elle voulut que le roi Henri fût sacré

à Notre-Dame de Chartres. Chaque samedi, Henri IV fut fidèle à dire son chapelet. Louis XIV le dira même tous les jours. Le jeune Louis XIV comme le jeune Louis XIII vinrent à Chartres placer leur règne sous la protection de celle qui avait converti et sacré Henri IV. Tous les Bourbons eurent à cœur de se montrer les fidèles chevaliers de Notre-Dame. Le 10 février 1790, à l'occasion de l'anniversaire du vœu de Louis XIII, Louis XVI se rendit à N.-D. de Paris où il renouvela le vœu de son aïeul et le compléta par une consécration au Cœur Immaculé de Marie, qu'il est peut-être réservé à son successeur prochain de faire le premier publiquement sur les ruines de la Révolution. Quand, au Temple, en 1792, Louis XVI composa son vœu magnifique au Sacré-Cœur de Jésus, il spécifia qu'il appelait pour cela à son secours « le cœur de Marie, son auguste protectrice et sa mère ».

C'est le cœur de Jésus sur la poitrine et le chapelet au cou que se levèrent pour sa querelle, l'année suivante, les « géants de la Vendée ». Premier gage d'une protection qui dure. Barrère à la Convention s'écriait « On n'a jamais rien vu de semblable depuis les Croisades ! » Dieu veuille leur réserver quelques autres surprises !

A l'amour des Bourbons, Marie répond par un véritable amour : Quelle chose extraordinaire que cette apparition de la Vierge au Frère Fiacre pour lui annoncer la naissance de Louis XIV : elle se présente à lui avec un enfant sur son bras et c'est le petit Roi !

Quand la Vierge apparaît au Laus à Benoît Rencœur, elle lui demande à plusieurs reprises de prier pour Louis XIV alors régnant.

A la bienheureuse Catherine Labouré, la Vierge annonce comme un malheur la chute de Charles X.

Faut-il noter aussi que le 17 juin 1689 Notre-Seigneur lui-même, apparaissant à Sainte-Marguerite-Marie, appelle Louis XIV « le fils aîné de mon Sacré-Cœur » ?...

Il ne faudrait pas croire que la dévotion à Marie fut le caractère exclusif des Bourbons. Toute la Dynastie capétienne en est marquée.

La tradition assurait que le voile de la Vierge, conservé à Chartres, avait été porté par Marie pendant les neuf mois d'attente de

Notre-Seigneur aussi, chaque fois que la Reine ou la Dauphine attendait un héritier pour le trône, le Roi en avisait officiellement le Chapitre de Chartres. Celui-ci faisait confectionner une chemise de taffetas blanc, bordé d'un galon d'or, la laissant reposer neuf jours sur la sainte chaise, célébrait chaque jour de la neuvaine une messe à la chapelle de Sous-Terré pour l'heureuse délivrance de la princesse et déléguait ensuite quatre de ses membres pour aller lui offrir cette chemise bénie. La Reine ne s'en séparait plus jusqu'à la naissance, afin que Notre-Dame la protégât ainsi que l'enfant qu'elle portait dans son sein, et la confiance royale n'était jamais trompée. Aucune de nos Reines n'est morte en donnant naissance aux princes des lis.

L'antique usage de la royauté voulait que le Roi de France, à la naissance de son premier enfant, envoyât à Lorette (où la tradition rapporte que les Anges apportèrent la Sainte Maison de Nazareth. « un ange fondu d'argent et un enfant fondu d'or qui représentaient l'auguste Dauphin ». On faisait bénir de cadeau par le Pape auparavant.

On ne peut tout dire. Que de chapelles ou d'églises que d'abbayes mariales édifiées ou dotées par les Rois et les Princes.

Louis XI s'est distingué entre tous. Il faut le nommer car il aime spécialement Notre-Dame de Boulogne. Aux pieds de cette statue miraculeuse, il déclara la Vierge suzeraine des Rois de France. Il en légua le culte à la famille royale. Les crises traversées plus tard par le royaume ayant fait oublier l'hommage annuel d'un cœur d'or que les Rois de France rendaient à N.-D. de Boulogne depuis Louis XI, Louis XIV paya royalement la dette de ses prédécesseurs. « Il fit faire pour le chœur de la cathédrale, une clôture de marbre et pour le sanctuaire, un bel autel de même matière, derrière lequel il voulut être représenté avec Louis XIII, à genoux, offrant chacun un cœur à N.-D. de Boulogne ». Pour acquitter l'hommage du Cœur d'or dû par les Rois de France à N.-D. de Boulogne, Louis XV vint lui-même le 6 juillet 1744 en cette ville. Peu de temps après, la magnifique victoire de Fontenoy répondait à sa confiance.

Le Comte de Paris en 1938 a marché sur les traces de ses Pères.

Que Marie daigne répondre à son amour et nous le donner pour Roi !

La France, royaume de Marie

« Les principaux et les chefs de la nation française se sont fait gloire longtemps d'affirmer et de défendre la dévotion envers la Vierge. Converti à la vraie foi du Christ, Clovis s'empresse, sur les ruines d'un temple druidique, de poser les fondements de l'Eglise Notre-Dame, qu'acheva son fils Childebert. Plusieurs temples sont dédiés à Marie par Charlemagne... Le Roi Saint Louis récite dévotement chaque jour l'office de la Vierge. Louis XI, pour l'accomplissement d'un vœu, édifie à Cléry un temple à Notre-Dame. Enfin, Louis XIII consacre le royaume de France à Marie et ordonne que chaque année, en la fête de l'Assomption de la Vierge, on célèbre dans tous les diocèses de France de solennelles fonctions ; et ces pompes solennelles, Nous n'ignorons pas qu'elles continuent à se dérouler chaque année. »

(Pie XI, lettre apostolique du 2 mars 1922, la première de son pontificat, instituant Marie patronne principale de la France et Jeanne d'Arc, patronne secondaire. On sait que Pie XII vient d'adopter à Jeanne d'Arc Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus.)

On dit que nos premiers Gaulois élevaient l'autel de leurs vœux à l'espérance de la Vierge qui devait enfanter. Du fond de l'Orient, nos Grecs et nos Romains lui ont apporté cette Vierge, comme une Etoile du matin, et elle est bientôt devenue le flambeau de nos arts, de notre poésie et de nos prières.

On l'a saluée Reine de France, elle l'a été de tout temps. C'est pour elle que furent taillées et jetées dans les airs toutes ces grandes merveilles de pierres dures où de viriles mains inscrivaient le même cantique tendre et violent :

Notre-Dame, que c'est beau ! (1)

Ce qui est vrai de sa maison l'est aussi de son culte. Cette beauté couvrit la France. Elle la couvre encore. Un Français a de la peine à comprendre comment, au XVI^e siècle, la moitié de l'Europe a pu laisser tomber le culte de cette beauté. Les plus radicaux de nos incroyants gardent à Notre-Dame un repli secret de leur cœur.

Ch. MAURRAS.

(1) Discours à l'Académie Française, 9 juin 1939.

la position...

« Le communisme d'aujourd'hui, d'une manière plus accusée que d'autres mouvements semblables du passé, renferme une idée de fausse rédemption. Un pseudo-idéal de justice, d'égalité et de fraternité dans le travail, imprègne toute sa doctrine et toute son activité d'un certain faux mysticisme qui communique aux foules, séduites par de fallacieuses promesses, un élan et un enthousiasme contagieux, spécialement en un temps comme le nôtre où, par suite d'une mauvaise répartition des biens de ce monde, règne une misère anormale.

« La lutte des classes avec ses haines et ses destructions prend l'allure d'une croisade pour le progrès de l'humanité. Par contre, toutes les forces qui s'opposent à ces violences systématiques, quelle qu'en soit la nature, doivent être anéanties comme ennemies du genre humain. De plus, le communisme dépouille l'homme de sa liberté, principe spirituel de la conduite morale, il enlève à la personne humaine tout ce qui constitue sa dignité ! »

LA MONARCHIE E



C'est arrivé...

la position du Comte de Paris

La loi Le Chapelier du 17 juin 1791 est l'acte de naissance du Prolétariat.

Le sort de la classe ouvrière est désormais réglé. Sous l'ancien régime, elle était protégée par maints règlements, elle pouvait s'adresser aux instances supérieures pour faire reconnaître son droit, le prix du travail était soumis à la règle morale du juste salaire. Après le coup d'Etat bourgeois de 1789, l'ouvrier abandonné à lui-même, inapte à s'associer, incapable de se défendre fut asservi par les employeurs.

Eliminer la condition prolétarienne..

Cette question du prolétariat est, à la fois, un symbole et un problème essentiel : que toute une classe ait dû, pendant le dix-neuvième siècle et le vingtième siècle entrer en lutte contre l'Etat pour obtenir des réformes aussi justes que la limitation des heures de travail, la surveillance sanitaire des usines, l'interdiction de certains travaux pour les enfants et les femmes ou les congés payés, cela prouve bien que le progrès dont on nous a tant fatigué les oreilles n'était qu'un opium pour le peuple !

Elever le débat

« Le syndicalisme a du bon en ceci qu'il prépare la corporatisme, mais il faut l'affranchir du matérialisme et de la haine : réduire les revendications ouvrières à la limitation du travail et à l'augmentation du gain, c'est faire injure aux ouvriers.

« La notion de la dignité professionnelle, celle de la qualité du travail, devraient toujours figurer parmi leurs premières revendications comme elles devraient toujours être

en tête des préoccupations patronales. Cette élévation du débat sera l'œuvre de la corporatisme.

« Au point de vue social, vous connaissez mes idées. Je les ai exposées dans « Essai sur le gouvernement de demain » et « Prolétariat ». Il est bon de répéter et de prouver plus que jamais qu'au-dessus des titres, de la fortune, des diplômes, au-dessus de l'âge, il y a la valeur humaine. Cette valeur, elle existe partout. Il faut lui donner les moyens de se manifester en commençant par sabrer sans pitié les incapables qui occupent encore de trop nombreux postes de commande. Dans une société on a besoin de chefs. Il faut des contre-maîtres mais il faut aussi des patrons. Or, le rôle du patron ne doit pas se borner à payer la quinzaine de son employé, sa responsabilité morale est engagée dans son entreprise au même titre que son argent. Si la plupart des dirigeants du commerce, des chantiers et de l'industrie ne s'étaient pas crus dégagés de toute obligation envers leurs salariés après la paye du samedi, et n'avaient considéré ceux-ci comme de simples rouages de leur mécanisme financier, la lutte des classes n'aurait sans doute jamais existé. A la dureté de l'esprit marxiste il fallait opposer la douceur de l'esprit chrétien. Les mauvais bergers font les mauvais troupeaux... Connaissant le mal, appliquons le remède. L'esprit de collaboration entre le capital et le travail sera suivi, codifié et défendu par des institutions corporatives que le génie de notre race adaptera aux nécessités modernes et à notre tempérament. Sinon, ce sera la fin complète de notre civilisation.

HENRI, Comte de Paris,

(Interview de septembre 1940).

Nous voulons une aristocratie, mais nous la ferons monter du peuple.

HENRI, Comte de Paris.

Nul ne méconnaît l'étroite interdépendance du politique, de l'économique et du social. Nous ne soulèverons pourtant ici, en étudiant le problème économique et social, aucune considération politique. C'est que nous tenons pour vain tout espoir de voir maintenir une politique saine dans une nation où subsisteraient des antagonismes sociaux, et que nous estimons qu'il faut d'abord rechercher les causes de ces antagonismes et le moyen de les faire disparaître.

— Il n'est pas un chef d'entreprise digne de ce nom, pas un ouvrier, qui n'aient ressenti le drame de 1936 et conservé le souvenir de ces heures tragiques où, dressés les uns contre les autres, patrons et salariés s'opposaient en deux camps hostiles. Il avait dans ce conflit, qui existe toujours à l'état latent, une situation non seulement dramatique, mais illogique. Comment des hommes, réunis chaque jour pour le travail en commun, peuvent-ils avoir tant de haine ? Comment n'ont-ils pas pu trouver un terrain d'entente qui transfigurerait leurs rapports ?

— Il serait trop long de refaire ici l'historique de toutes les formes que revêtait, de 1918 à 1939 particu-

que demandent les ouvriers

A) D'abord, une amélioration réelle et durable de conditions matérielles de leur existence.

a) L'ouvrier veut que sa rémunération soit plus substantielle et plus stable en valeur relative, c'est-à-dire proportionnellement au coût de la vie, quoiqu'elle détache de la notion de minimum vital qui, dans son esprit, couvre la tendance qu'il prône aux employeurs à ne donner au salarié que les sommes strictement nécessaires à son entretien alimentaire.

b) Naturellement habile et adroit, amoureux de son métier, l'ouvrier français veut que les seuls critères retenus pour hiérarchiser les salaires soient la qualification professionnelle et le rendement humain. Il ne veut plus du « prix à la tête ».

c) Il veut aussi la sécurité de l'emploi, c'est-à-dire la certitude

— de trouver du travail et de ne pas en être privé arbitrairement ;

— de la suppression du chômage partiel ou total ;

— d'une retraite décente proportionnelle, comme les salaires, au coût de la vie.

d) Il souhaite encore de plus larges moyens d'existence familiale sous forme de sursalaires correspondant aux charges que représentent les enfants, des logements confortables, salubres et indépendants.

e) L'amélioration des conditions de travail par le perfectionnement technique des moyens de production et la modernisation du cadre dans lesquels ils sont placés.

B) Après ces revendications d'ordre matériel, l'ouvrier exprime sa volonté de voir s'instaurer une meilleure justice sociale.

a) Par une plus équitable répartition des richesses produites, par la participation aux fruits de l'entreprise, au-delà d'une rémunération forfaitaire (salaire de base).

b) Par l'élargissement de ses possibilités de promotion dans la hiérarchie professionnelle (accès aux emplois supérieurs).

c) Par la suppression de la faculté de faire seulement « travailler son argent » pour quiconque est en mesure de produire personnellement.

C) Revendications matérielles, volonté d'instauration d'une meilleure justice sociale s'accompagnent enfin du souci, pour les salariés, de leur promotion collective dans la nation.

Les ouvriers veulent :

Etre l'objet de plus de considération, ne pas voir le travail traité comme une marchandise ;

Jouir de plus de liberté ;

Etre informés des buts et des résultats de leur travail ;

Acquiescer la majorité économique, c'est-à-dire participer eux-mêmes à la gestion de l'entreprise, et — par leurs élites — à la direction de l'économie nationale ;

Gérer eux-mêmes les œuvres sociales dont la direction patronale exclusive leur paraît, si désintéressée qu'elle soit, toujours entachée de paternalisme.

Telles sont, objectivement exposées, les principales revendications ouvrières dont les syndicats représentatifs ont fait la base de leurs programmes.

LA PAIX SOCIALE

...de
l'Église

lièrement, cette opposition tenace entre ouvriers et patrons. Qu'il nous suffise de rappeler qu'après s'être manifestée sous l'aspect de conflits individuels, la lutte s'élargit dès que les individus, groupés en *syndicats* (C.G.T. et Confédération Générale du Patronat Français), devenaient des unités organiques extrêmement puissantes, s'exprimant sur le plan national, au nom de tous les travailleurs français ou de tous les patrons français.

— De l'usine, où s'étaient manifestés les premiers antagonismes, le conflit s'élargissait à la cité, pour finir par mettre en cause la vie même de la nation.

Si l'élargissement de ces conflits avait fini par constituer une très sérieuse menace pour l'économie française, il avait eu, par contre, l'avantage de situer clairement le problème d'explicitation dans l'unanimité des revendications et les objections de chacun des deux groupes en présence.

Si la solution n'apparaissait pas encore, du moins voyait-on clairement les positions respectives derrière lesquelles se retranchaient les uns et les autres.

que répondent les patrons

1° La rémunération du travail est étroitement liée aux possibilités économiques et financières des entreprises, prises que les charges de toutes sortes, à commencer par celle de l'impôt, n'ont cessé de grever toujours plus lourdement. En même temps, pour de multiples raisons, les débouchés se sont considérablement restreints.

2° En matière de salaires, il n'est guère de disposition légale qui n'ait constitué une pénalisation aux initiatives patronales en négligeant systématiquement les avantages accordés spontanément au personnel.

3° En dépit des conditions défavorables, le niveau de vie des salariés a pu s'élever sensiblement entre les deux guerres, malgré la crise économique mondiale.

4° La réduction progressive des avantages pécuniaires de la qualification professionnelle est pour une large part la conséquence d'interventions officielles dans la fixation des salaires, et les patrons sont les premiers à le déplorer.

5° La double contribution des employeurs et des salariés à la couverture des risques maladie, accident, veillesse, permettent de garantir ces risques de façon plus efficace si la gestion peut en être simplifiée.

6° Le chômage a souvent pour origine le désordre créé par l'absence d'une politique économique générale, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'Etat, qui en est responsable, a choisi le plus mauvais remède, celui qui consiste à payer des indemnités de misère au lieu de créer des occasions de travail.

7° Au sujet du partage des fruits de l'entreprise, les patrons font généralement observer que le profit est la contrepartie du risque et que, le travail ayant reçu une rémunération convenue, indépendante du résultat, il est légitime que les aportheurs de capitaux, seuls à supporter les pertes éventuelles, bénéficient seuls des profits éventuels.

Ces profits sont de plus en plus annihilés par une fiscalité écrasante, et les réformes de base devraient d'abord porter sur la politique fiscale.

— Ils soulignent enfin que, même en cas de sacrifice total des intérêts du capital (économiquement impossible), la distribution aux salariés des profits actuellement répartis aux détenteurs du capital ne leur procurerait qu'une augmentation insignifiante de leur rémunération.

— Ils rappellent enfin que des chefs d'entreprise, qui cherchaient à compléter la rémunération fixe de leurs salariés par une participation aux résultats d'ensemble de l'entreprise, ont échoué devant l'incompréhension du personnel qui se refusait à accepter les variations négatives, donc défavorables, de cette rémunération complémentaire, alors que son principe même conduit forcément à des fluctuations dans les deux sens.

8° Pour ce qui est de l'accession des cadres et des ouvriers à un rôle de direction économique, les patrons sont unanimes à rejeter tout partage de l'autorité à l'intérieur de l'entreprise, où ils estiment indispensable de maintenir l'unité de commandement, tandis que beaucoup d'entre eux envisagent favorablement la participation des travailleurs à la direction de la profession supposée organisée et, à fortiori, à la direction générale de l'économie.



...demain ?

la position des jeunes patrons

En face de ces positions, un certain nombre de réalistes se sont groupés autour du Centre « JEUNES PATRONS » sous une devise, un principe absolu :

« ÊTRE CHEF, C'EST COMMANDER,
MAIS C'EST D'ABORD SERVIR ! »

La notion de direction des Jeunes Patrons est la suivante :

« Diriger une entreprise, c'est animer un ensemble harmonieux, rendu plus vivant parce que chacun y trouve sa place, et plus utile parce que chacun a trouvé sa place dans un ordre supérieur : professionnel, social, national. Du plus modeste au plus élevé, il faut que chacun voie et sente son activité s'orienter vers le bien commun. Le chef est là pour faciliter cette orientation, pour la matérialiser. Il ne peut donc considérer son entreprise comme un tout, son droit de propriété comme primordial, ni son autorité comme absolue. Son esprit doit s'élargir sans cesse vers des horizons plus éclairés, plus étendus, et il doit y entraîner ses subordonnés. Il n'y arrivera que s'il a leur confiance, s'il en est digne et s'il sait communiquer cette flamme qui doit vivre en lui. »

Le Jeune Patron, on le voit, est très profondément social, d'une manière nouvelle et qui n'a rien de commun avec le paternalisme d'autrefois. L'argent pour lui, n'est plus un but, mais un moyen. La production ne tire sa valeur que du bien-être qu'elle apporte à la Société. Le bien-être n'est plus un idéal sordide, mais l'expression comptable d'une réussite, fruit de la collaboration de tous et dont chacun doit avoir la part qu'il mérite.

Le jeune patron français repousse toute idée de privilège de classe ou de caste.

Il condamne toute recherche d'un profit qui ne corresponde pas à un service rendu effectivement à la collectivité.

Il ne défend pas des intérêts matériels, mais des équilibres qu'il considère comme fondamentaux de tout équilibre économique et social. Ses positions sont par ailleurs positives et constructives : ce sont celles de chefs qui ne veulent pas se borner à « régler » des conflits sociaux, mais aspirent à en supprimer les causes.

« Les moyens de sauver le monde actuel de la ruine dans laquelle le libéralisme inhumain nous a plongés, ne consistent ni dans la lutte des classes, ni dans la terreur, beaucoup moins encore dans l'abus autoritaire de l'Etat, mais dans l'instauration d'un ordre économique inspiré par la justice sociale et les sentiments de la charité chrétienne. Nous avons montré comment une saine prospérité doit se baser sur les vrais principes d'un corporatisme sain qui respecte la hiérarchie sociale, nécessaire, et comment toutes les corporations doivent s'organiser dans une harmonieuse unité, en s'inspirant du bien commun de la société. La mission principale et la plus authentique du pouvoir civil est précisément de promouvoir efficacement cette harmonie et la coordination de toutes les forces sociales. »

PIE XI.

Encyclique « Divini Redemptoris »
le 19 mars 1937.

A cet égard, il pense que si le social domine, l'économique commande. Répartir équitablement les richesses doit être un but permanent, mais le niveau de vie des citoyens dépend essentiellement de la somme des richesses produites et ne peut s'élever sensiblement que si cette production s'intensifie. Dans l'intérêt même de son personnel et de la collectivité, le premier devoir d'un patron est de faire prospérer son entreprise.

— Le premier devoir des patrons et des ouvriers, unis dans ce but, comme aussi leur intérêt commun, est de faire prospérer l'économie française.

— Le jeune patron désapprouve l'attitude d'une partie du patronat qui, dans le passé, a successivement refusé, puis accordé aux salariés des « satisfactions » dont certaines auraient pu être réalisées sans que ceux-ci eussent à les réclamer tandis que d'autres, plus apparentes que réelles, négligeaient les impératifs économiques, dont la revanche inéluctable les a rapidement annihilées tout en réduisant le potentiel du pays.

Il pense que, pour une conjoncture donnée, une chose est possible ou ne l'est pas. Si elle l'est, il appartient aux chefs responsables d'en prendre l'initiative. Si elle ne l'est pas, ils doivent l'affirmer clairement et refuser d'associer leur responsabilité à la poursuite d'une chimère.

— Favorable à une production sociale élargie, le jeune patron, loin de la redouter, souhaite que cette élite ouvrière puisse dégager les facteurs de cette promotion par l'éducation du peuple « qui la désire sans en discerner toujours les moyens ni les conditions ».

— Réclamant — non pour les hommes qui l'exercent, mais pour la fonction patronale elle-même — les prérogatives que justifie le rôle qui lui est dévolu, les Jeunes Patrons ne voient pas dans les militants syndicalistes ouvriers des adversaires, mais des hommes en qui s'incarne une fonction complémentaire et inséparable de la leur. Et ils souhaitent collaborer avec eux à l'établissement d'un ordre plus juste et plus équitable qui respecte l'incalculable patrimoine des traditions françaises, dont certaines déformations et certains abus ne sauraient diminuer la grandeur.

Nous ne pouvions songer à présenter ici que des extraits, forcément très incomplets, de ces « Souvenirs d'Allemagne ». En attendant qu'ils paraissent en librairie, nous avons cru utile de consacrer un dernier article aux questions les plus souvent posées à ceux qui reviennent de zone Russe. Nous espérons contribuer ainsi, en toute impartialité, à fixer les idées de nos amis dans ce domaine, si mal connu, de l'actualité internationale, et répondre aux désirs que plusieurs d'entre eux nous ont exprimés.

Il n'est que juste de faire remarquer que notre expérience est limitée : dans l'espace : à la région comprise entre Berlin et l'Elbe, dans le temps : à la période qui s'étend du 20 avril au 20 juin. Mais de multiples échanges de vues avec des étrangers venus d'autres régions et rentrés beaucoup plus tard, nous permettent de penser que la situation est à peu près partout la même, et que les remarques qui vont suivre ont une valeur générale.

1°) LES RUSSES SONT-ILS AUSSI ARRIVÉS QU'ON LE DIT ?

L'immense masse du peuple russe est en effet très primitive par rapport aux Européens. Beaucoup ne savent pas lire. Contrairement à certaine légende tenace, nous ne nous sommes pas aperçu que les Russes Blancs soient d'un niveau supérieur aux Tartares ou autres Mongols, ni les officiers, d'un niveau supérieur aux soldats.

La conquête de l'Allemagne leur a fait découvrir une foule d'objets qu'ils semblaient ignorer et dont ils s'amusaient comme des gosses avec une maladresse souvent comique.

Nous les avons vus par centaines apprendre à monter à bicyclette; incapables de réparer un peu crevé, ils échangeaient leur vélo contre un autre ou bien le jetaient dans un fossé.

Ils arrêtaient les passants pour leur demander de remonter leur montre ou leur pendule.

Il est exact que, faute de vodka, ils aient absorbé d'énormes quantités d'eau de Cologne.

Il est exact également que certains, surpris par la sonnerie d'un réveil, aient déchargé leur mitraillette sur ce monstre inconnu.

Que conclure de tout cela ?

Que les Soviets n'ont réussi que très partiellement à éduquer les masses populaires; il serait toutefois injuste de les rendre responsables d'un retard de plusieurs siècles. La Russie soviétique s'est d'abord préoccupée de former une élite de techniciens. Et cette élite est parfaitement apte à rivaliser avec nos élites occidentales.

Nous avons vu des femmes-médecins, des officiers supérieurs, des professeurs russes d'une remarquable intelligence et qui devaient au régime leur formation scientifique. Ils joignaient à leurs qualités techniques une élégance et une courtoisie toute occidentale, fort séduisante en vérité.

Il reste qu'un fossé énorme sépare cette nouvelle élite des masses populaires. On peut croire que l'occupation de l'Allemagne, en révélant aux soldats Russes des habitudes de confort et même de propreté qui dépassent leur imagination, aura un effet salutaire sur leur évolution. Déjà, on peut noter que les populations russes déportées en Allemagne ont acquis des habitudes, un style de vie proprement européens. Les jeunes filles russes, malgré les conditions de vie effroyables qui leur étaient imposées dans les camps, étaient bientôt plus élégantes que les Allemandes qui les employaient.

Le peuple russe n'est donc pas, a priori moins intelligent que n'importe quel autre peuple.

Il lui manque encore quelques siècles de civilisation. Son étonnante faculté d'adaptation, sa jeunesse et son remarquable désir de s'élever lui permettent sans doute, dans un avenir proche, d'étonner ceux qui doutent de ses possibilités. Et ses dirigeants actuels ne sont pas les derniers à s'en inquiéter.

2°) EST-IL VRAI QUE LES FRANÇAIS AIENT ÉTÉ MAL TRAITÉS ?

Sur ce point l'opinion est unanime et toutes les protestations de « l'Humanité » n'y changeront rien. Les Français, prisonniers de guerre ou travailleurs déportés, ont gardé le

2 MOIS AVEC L'ARMÉE ROUGE (conclusions)

plus mauvais souvenir de leur séjour avec l'Armée Rouge. Si l'on tient compte du fait qu'un très grand nombre était sympathique à l'Union Soviétique où l'était devenu du fait de la guerre on jugera cette déconvenue à sa juste valeur.

Le moins qu'on puisse dire est que les Russes n'ont jamais traité les Français en alliés. Que leur reproche-t-on ?

D'abord de n'avoir au moment de la libération, fait aucune distinction entre civils français et allemands.

— Ensuite d'avoir pillé tous les bagages des prisonniers et des déportés, volé costumes, rasoirs, bijoux et surtout les montres. Je ne connais pour ma part aucun de mes camarades qui ait ramené de zone russe sa montre et ses bijoux. Il n'est que trop vrai, hélas, que ceux qui ont tenté de résister ont été « descendus » sans autre forme de procès.

Ceci pourrait à la rigueur être mis au compte des troupes de choc laissées sans contrôle et excitées par la bataille. Un fait demeure : ces troupes n'avaient aucune consigne de respecter les Français. D'ailleurs, comment excuser l'attitude des troupes qui suivirent ?

Le ravailllement des Français fut en bien des endroits, inférieur aux rations attribuées à la population allemande.

Aucun effort ne fut fait pour rapatrier nos compatriotes. On leur refusa les camions nécessaires et, parqués dans les camps avec interdiction d'en sortir, ils ne furent pas autorisés à communiquer avec l'extérieur ni à faire connaître par radio leurs noms à leurs familles.

Si la plupart de ces faits révèlent simplement le désordre et la confusion qui régnait dans l'Armée rouge, il est impossible de ne pas y voir aussi la preuve évidente d'une mauvaise volonté.

3°) LES RUSSES SONT-ILS SATISFAITS DE LEUR RÉGIME ?

Nous avons pour répondre à cette question, deux sources d'information : les prisonniers et déportés russes en Allemagne, les soldats de l'Armée rouge.

Leurs déclarations sont à peu près identiques : oui, ils sont satisfaits du régime soviétique.

Notre question semble d'ailleurs leur étonner profondément. Pour eux, le problème du régime ne se pose pas. La Russie se confond avec l'Union Soviétique. Ils ne se battent pas pour les Soviets mais pour la Patrie et leurs chants de guerre sont les plus patriotiques du monde. Je n'ai rencontré qu'un seul homme qui se déclare adversaire du régime : c'était un prisonnier, ancien professeur de philosophie à l'université de Kiev. Encore son opposition était-elle toute intellectuelle. Les paysans admettent le régime parce qu'ils ont moins à peiner qu'autrefois et qu'on leur a laissé une part de propriété individuelle. Les distributions gratuites d'instruments ménagers (machines à coudre par exemple) ont fait plus pour les attacher au régime que tous les discours. Les ouvriers ne tarissent pas d'éloges sur la condition qui leur est faite dans les grandes usines Soviétiques. A les en croire, ils travailleraient 6 heures par jour, auraient deux mois de congés payés avec la possibilité de faire une croisière sur la mer Noire, etc...

Quand nous leur demandons s'ils possèdent une famille, une maison ils rient de bon

coeur. « Mais, bien sûr, nous ne sommes pas des sauvages ».

Quant aux intellectuels, médecins, officiers supérieurs, ils s'étonnent que les étudiants français ne soient pas payés comme en Russie pendant leur séjour à l'université.

Il serait donc vain d'attendre un effondrement du régime soviétique, les nouvelles concessions faites dans le domaine religieux ont puissamment contribué à asseoir son prestige, surtout parmi les paysans.

Ce prestige est d'ailleurs soutenu par une propagande intense; derrière les troupes de choc suivent des camions, précédant même les tanks. Que croyez-vous qu'ils contiennent ? Des armes, des vivres ? Que non. Des portraits de Staline et d'immenses banderolles de propagande.

Les Russes ont acquis, de cette façon, l'orgueil de leur race et le résultat le plus important de cette guerre, c'est sans doute d'avoir cimenté solidement l'idéal des innombrables peuples de l'Union soviétique, au prix d'une décentralisation hardie qui, loin d'affaiblir le régime, l'a rendu plus fort et plus uni.

4° COMMENT EST ADMINISTRÉE LA ZONE D'OCCUPATION SOVIÉTIQUE ?

Mon expérience date, évidemment, de quelques mois. Il se peut que la situation ait sensiblement évolué, mais je crois que l'esprit n'en a pas varié. Il s'inspire visiblement d'un désir de collaboration avec le peuple allemand.

Soit par manque absolu de programme, soit par politique, les Russes ont laissé à des magistrats allemands la direction absolue des affaires communales et provinciales. Seul, un officier russe qui, la plupart du temps, ne sait pas un mot d'allemand, contrôle leur gestion à chaque échelon. La liaison est faite, le plus souvent, par des Russes blancs installés depuis vingt ans dans le pays et que l'on tente de plus en plus d'intégrer à l'administration soviétique.

La police locale est restée aux mains des « schupos » qui se sont bornés à découdre de leurs uniformes les insignes à croix gammée. Ils sont armés, et leur autorité s'étend également sur les étrangers non Russes résidant en Allemagne. C'est ainsi que beaucoup de Français ont été arrêtés par eux, après la libération, sous des prétextes divers, et internés.

La police russe donne automatiquement raison à la police allemande, tandis que les officiers de l'Armée rouge ne manquent pas une occasion de s'opposer à leur autorité. D'où une série de conflits parfois dramatiques.

Mais chaque fois que l'on tente d'émettre un jugement d'ensemble sur l'occupation russe en Allemagne, on se heurte à de telles contradictions qu'il faut se garder de généraliser.

Tel commandant ordonne des distributions de vivres, tandis que tel autre pille sans vergogne toutes les réserves des habitants.

Un laisser-passer établi à tel pays n'est pas reconnu quelques kilomètres plus loin. Ici l'on touche des rations alimentaires supérieures à celles de l'administration nazie ; le village suivant n'a rien perçu depuis des mois.

Il règne, dans cette partie de l'Allemagne, une pagaille telle que nos administrations françaises elles-mêmes n'en sauraient donner une idée. C'est pourquoi il est impossible de dire si les Allemands y sont plus heureux ou plus malheureux que dans les autres zones. On ne peut constater qu'un fait : leur empressement à tout abandonner le jour où les barrières s'ouvrent pour tenter de rejoindre la zone américaine.

La ceinture à peu près infranchissable qui entoure la zone soviétique ne nous permettra pas, avant longtemps, d'avoir des renseignements plus récents et plus précis. C'est pourquoi nous avons cru bon de résumer ici les éléments d'information recueillis sur place, mais qui ne sauraient avoir que la valeur d'un témoignage.

Nul ne pourrait prédire aujourd'hui ce que nous réserve un peuple d'une extraordinaire vitalité, qui doit à ses origines orientales un caractère volontiers mystérieux et pour le quel ce mystère même est devenu un élément d'influence politique.

(Fin).

CONNAITRE LE COMMUNISME (1)

Je me défie des brochures, cet ersatz de littérature, ces petites pillules faciles à avaler et qui, entre deux trains, doivent toujours vous donner l'explication pleine et entière du monde grâce à l'un ou l'autre de ces « ismes » commune marque de fabrique de toute cette luxuriante pacotille. J'ai donc été merveilleusement étonné en trouvant dans « Connaître le communisme » autre chose que propos de camelot, de bateleur ou de maquignon. Je ne prétends pas pour autant avoir découvert le Communisme. Je ne ferai pas à l'auteur de cette plaquette l'injure de l'intituler « Le Communisme en 38 pages ». Son but sera atteint, je crois, si je lui dis qu'il m'a amené à poser d'autre façon un problème essentiel, qu'il a orienté le sens de mes démarches futures, qu'il a tracé le cadre dans lequel pourrait s'orienter un débat sur le grand Mythe du *xx^e* siècle. Débat et non règlement de compte. Le Communisme ne doit plus évoquer seulement l'homme au couteau entre les dents, l'insulteur de l'armée ou le mangeur de curés. On ne saurait trop féliciter l'auteur d'avoir montré ce qu'il est véritablement : le point d'aboutissement de toute la pensée moderne, de tout ce mouvement intellectuel qui, depuis l'humanisme de la Renaissance, nie la dépendance radicale de l'homme vis-à-vis de Dieu et prétend au contraire que notre intelligence peut tout trouver en elle-même. Le marxisme, pour lequel « l'homme se crée lui-même », se donne à lui-même sa propre existence et se modifie sans cesse lui-même par son action matérielle, peut à bon droit se proclamer un « humanisme total ».

De cette foi illimitée en l'homme résulte ce que l'auteur appelle un « athéisme pratique », qui ne prononce pas la négation doctrinale mais s'emploie par l'action à créer une humanité et un monde qui ne viennent pas de Dieu. Le marxisme apparaît ainsi très exactement comme le contraire et l'opposé du christianisme, le rationalisme poussé à sa perfection et accepté dans ses ultimes conséquences. Dans l'hypothèse d'un gouvernement communiste, il ne s'agirait plus de ces petites taquineries entre pouvoir civil et pouvoir religieux qui jalonnent toute notre histoire, depuis Philippe le Bel jusqu'à Jules Ferry et ses successeurs, en passant par Napoléon. Il s'agirait là plus d'anticléricalisme que d'antichristianisme, bien qu'on ne doive pas méconnaître les rapports entre l'un et l'autre. Il y a de l'un à l'autre un glissement fatal : annexer au profit de César quelque parcelle de ce qui revient à l'Eglise de Dieu, n'est-ce pas plus ou moins implicitement nier cette dépendance de l'homme vis-à-vis de Dieu ? La Révolution et la Troisième République nous montrent que, de la Constitution civile du clergé à la déification de la Raison, de l'anticléricalisme du légiste à l'antichristianisme du franc-maçon, il n'y a pas très loin.

Il s'agirait pour les disciples de Marx de prouver qu'il est réellement possible d'édifier un monde sans Dieu. Arrivé à ce point de son étude, l'auteur écrit : « L'étude de la philosophie suffirait si le marxisme était une doctrine. » Mais, comme il l'ajoute plus loin : « Il n'y a pas de philosophie marxiste sans action marxiste. » Cette action marxiste, de Marx à Lénine et de Lénine à Staline, que certains prétendent marquée par une coupure, l'auteur la montre parfaitement continue. Là encore, il s'agit avec toute une tradition de sottise réactionnaire qui s'acharne à démontrer, depuis qu'elle a découvert la puissance soviétique, la « Révolution trahie », les enseignements de Marx et de Lénine reniés, Staline chassant les bottes de Pierre le Grand ou les brodequins de la Grande Catherine. En quelques pages, voici démolie toute cette pieuse légende. Nous comprenons enfin combien de faits, en apparence paradoxaux, sont en réalité dans la plus pure dialectique hégélienne.

(1) Editions Jacques HAUMONT, 48, rue Boissonnade, Paris.



Reconnaître qu'il y a une philosophie marxiste et que celle-ci est même la synthèse la plus audacieuse que l'homme ait dressée depuis qu'il a prétendu se passer de Dieu ; comprendre que cette philosophie est inséparable de sa projection dans le monde de l'action ; réaliser combien cette action n'est, depuis Marx jusqu'à nos jours, que la transposition fidèle de l'impérieuse dialectique, voilà ce à quoi l'auteur de « Connaître le communisme » nous a amenés en une étude écrite dans un langage clair à la portée de tous.

DEUX LIVRES RELIGIEUX

L'Arche de notre Alliance, Notre-Dame du Grand Retour (1).

L'esprit qui a inspiré ce livre simple, exquis, direct, baigné dans l'atmosphère liturgique et traditionnelle du monastère bénédictin est l'esprit de Dom Guéranger, l'une des plus grandes figures du catholicisme français au siècle dernier. L'occasion en a été le « Grand Retour » que l'auteur considère comme un événement national et qu'il oppose à la grande apostasie nationale de la Révolution. La France a dévié, il y a 150 ans, dans ses institutions, elle doit, instruite par les malheurs qui succèdent depuis lors aux malheurs, revenir à Dieu. Les retours individuels et personnels sont insuffisants et risquent d'être précaires. L'abîme où nous sommes tombés apparaît dans cette perspective comme un échâtiment d'où nous sommes invités à retourner à Dieu, nationalement et publiquement, si nous ne voulons pas périr. La Vierge de Boulogne parcourt nos provinces comme une nouvelle « Arche d'Alliance » et notre peuple est comparé au peuple d'Israël auquel il succède, pour le temporel, dans les desseins de Dieu. Grâce à ce rapprochement traditionnel, authentique et affirmé par les papes jusqu'à Pie X et Pie XII, l'auteur applique à notre situation et à l'événement du Grand Retour les plus belles citations de la Bible qui s'inscrivent tout naturellement dans ce contexte nouveau et y prennent un accent particulièrement émouvant.

Ce livre, écrit en dehors de toute préoccupation politique, est d'autant plus intéressant pour nous que notre monarchisme traditionnel s'y accorde tout naturellement.

Dom Guéranger : *Le Sens chrétien de l'Histoire* (Plon, Paris, 1945).

Bossuet disait : « Dieu a fait un ouvrage au milieu de nous qui, détaché de toute autre cause et ne tenant qu'à lui seul, remplit tous les temps et tous les lieux et porte par toute la terre, avec l'impression de sa main, le caractère de son autorité, c'est Jésus-Christ et son Eglise. » Vérité élémentaire. Dès lors, il faut bien reconnaître que « le Christ est chez lui dans l'histoire », selon le mot de Dom Guéranger ; il est la clef de ses énigmes. Les nations ont une vocation, parce qu'elles ne sont pas l'effet du hasard. Elles jouent un rôle pour l'établissement du règne du Christ.

Nous ne sommes plus habitués de nos jours à rechercher dans l'histoire la loi des destinées temporelle et éternelle des hommes. Ces pages inédites de Dom Guéranger viennent opportunément nous rappeler qu'il n'y a pas lieu de se glorifier de ce scepticisme, à l'heure où l'événement nous le fait payer si cher.

(1) Par un moine bénédictin, Editions la Source, 5, rue de la Source, Paris (16^e).

CALIGULA

d'Albert CAMUS

Caius Caligula, après la mort de sa sœur, avec laquelle il entretenait un amour incestueux, s'aperçoit que le monde tel qu'il est est : mal réglé. L'impossible lui est intolérable, et il s'attache à prouver que ce qui jusqu'ici était compté comme tel ne l'est pas pour qui veut s'en donner la peine. Prince romain, il jouit d'un pouvoir absolu. Eh bien ! il en usera pour le bien comme pour le mal, plutôt pour le mal, d'ailleurs !

Se livrant au meurtre, à la persécution, à la perversion et à tous les excès. Il fait régner la terreur sur tout le palais. Il réécrit toutes les lois de l'Humanité et n'agit que suivant son bon plaisir. La passion de vivre pleinement, selon sa logique, l'entraîne à nier tout : les dieux, les lois, la morale, les hommes.

Est-il fou ? On serait tenté de le croire. Non. C'est un philosophe exalté. Il mourra assassiné par son entourage, qui ne peut supporter cette étreinte toujours présente de la mort qui plane sur leurs têtes. Un seul, cependant, lui est resté fidèle : son ami Scipion, qui le comprend parce que lui-même est sorti de cette médiocrité dans laquelle sont plongés tous les autres.

Il y a un enseignement profond à tirer de cette pièce qu'il faut voir. L'interprétation, dans l'ensemble, est à la hauteur de l'œuvre. Le rôle de Caligula est tenu par le jeune Gérard Philippe, qui y apporte toute sa fougue, parfois même un peu démesurée. Nous aurions aimé de voir, par moments, un peu moins désordonné car il risque de fausser le caractère de son personnage. On peut néanmoins le féliciter des belles qualités qu'il déploie dans un rôle particulièrement difficile.

Les autres interprètes, Margo Lion, Georges Vitaly, et surtout Georges Carmier qui — après Michel Bouquet — a repris le rôle important de Scipion, se tirent avec honneur d'une épreuve délicate.

" Nouveau Régime "

Les monarchistes n'auront plus le droit de se plaindre de ne rien lire qui corresponde à leurs aspirations et à leurs sentiments.

Déjà, les feuillets du C.E.D. leur apportent une documentation solide et indispensable sur les événements de l'actualité politique et sociale. Le « Courrier de la Monarchie » leur offre chaque mois ses pages de doctrine et ses chroniques jeunes.

Voici maintenant, « Nouveau Régime », Bulletin du Centre royaliste de formation politique, dont le premier numéro vient de paraître avec l'année nouvelle.

Il a pris pour devise : « Le Roi... pourquoi pas ? »

A ceux de nos amis qui, devant cette floraison de feuilles monarchistes, nous demandent : laquelle choisir, nous répondons en écho :

« Les trois... pourquoi pas ? »

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

Sommaire des feuillets 18 et 19 :

Contre les systèmes.

La Monarchie, nécessité française, exemple universel.

Situation financière de la France.

« Action », « L'Œuvre » et le Comte de Paris.

La Monarchie, solution espagnole, par S. de Madariaga.

Etc... Etc...

Les adhésions (300 fr., 1.000 fr., etc...) sont reçues au siège 9, rue d'Artois, Paris (VIII^e). ELY. 50-16.

La Vie de la MESNIE

Les Français sont las de la République...

(Tel est le résultat d'une enquête du Gallup français.)

Le Service des Sondages et Statistiques, qui est dirigé par des hommes d'extrême-gauche comme Pascal Copeau et Pierre Hervé, a consacré sa 69^e enquête au système du régime présidentiel ; prétexte pour demander à l'opinion si elle préférerait voir assurer une certaine stabilité gouvernementale, même au risque de voir s'insurer un « pouvoir personnel ».

Les résultats sont édifiants.

46 % des Français ont répondu « oui », 39 % « non », 15 %, en majorité des femmes, n'ont aucune opinion.

Et le S.S.S. cite quelques-unes des réponses qui lui ont été faites le plus souvent :

« Nous ne voulons plus de président de parade. » (Très fréquent.)

« Il faut une plus grande autorité dans la conduite des affaires publiques. »

« Nous ne voulons plus du jeu de massacre ministériel. » (Très fréquent.)

« Ce serait indispensable vis-à-vis de l'étranger. » (Fréquent.)

« Il nous faut un homme à poigne. » (Très fréquent.)

« Moins de discussions et plus d'actes. »

Et le rédacteur de l'agence conclut, non sans mélancolie :

« (Ainsi) 39 % des Français sortent de la tourmente avec encore de profondes attaches aux vieux principes de la Démocratie. »

« Mais 15 % hésitent. »

« Et 46 % — presque la moitié — commentent à douter ou à chercher « autre chose ». »

Cet « autre chose », la Monarchie l'apportera aux Français. Remercions ces militants d'extrême gauche de nous avoir prouvé qu'elle répondait, dès maintenant, aux préoccupations de la moitié du peuple français... et, si l'on compte pour rien les indifférents, de la majorité de ceux qui se préoccupent de l'avenir de notre pays.

Et ce « sondage » date déjà de trois mois. Gageons que les résultats en seraient, aujourd'hui, encore plus probants !

UNE HEUREUSE NOUVELLE

Un télégramme de Pampelune, le 10 janvier, nous annonce l'heureuse naissance de la Princesse Chantal, dixième enfant de Monseigneur le Comte de Paris et de Madame, auxquels la Mesnie adresse ses respectueuses félicitations.

A NOS LECTEURS

La Mesnie ne vit que par les souscriptions volontaires de ses membres et de ses amis.

Si notre idéal est le vôtre ; si nos efforts vous intéressent ; si le « Courrier » a su gagner votre sympathie, donnez-nous les moyens de poursuivre notre action, donnez-nous les moyens d'améliorer sans cesse notre « Courrier » et pour cela :

SOUSCRIVEZ !

en adoptant l'une des trois formules suivantes :

Membre souscripteur, 100 francs.

Membre donateur, 200 francs.

Membre bienfaiteur, 500 francs.

Adressez toutes vos demandes à :

« LA MESNIE »,
11, Faubourg Montmartre,
Paris (9^e)

C.C.P. 5320-75, Paris.

La réunion du 14 décembre avait pour thème : *L'Hérédité*. Cet exposé inaugurait une série d'études consacrées aux bases traditionnelles de la Monarchie française. Après avoir rappelé comment cette coutume s'instaura en France, Jean-Alain démontra avec une force de conviction très sûre que l'hérédité, loin de nuire à la Monarchie, lui assure l'indépendance indispensable. Elle seule peut mettre notre pays à l'abri des intrigues et assurer la continuité qui lui a tant manqué depuis la Révolution.

Le lendemain, 15 décembre, se déroulait une soirée théâtrale au profit de la Mesnie. La valeur du spectacle, bien servi par une troupe éprouvée, laissera de bons souvenirs aux nombreux amis de la Mesnie qui avaient tenu à nous témoigner par leur présence, leur agissante et généreuse sympathie.

Le 22 décembre, poursuivant l'étude des principes monarchiques français, les Mesniers s'attachèrent cette fois au principe de *Légitimité*. Pierre, qui dirigeait cette étude, consacra de premier exposé aux prétentions au trône des Bourbons-Parme et d'Espagne, dont il démontra le caractère étranger. Une discussion passionnante... et passionnée établit la parfaite valeur de la renonciation de Philippe V.

La seconde partie de la réunion permit d'amorcer l'étude des prétentions des « Bourbons ». Naundorff, dont les manifestes furent étudiés en commun. Une conférence particulière sera consacrée à l'aspect historique de cette question, si mal connue.

C'est le 4 janvier, après une courte interruption due aux fêtes de Noël et du Jour de l'An, que Maurice clôtura cette série, avec une étude très documentée sur la prétendue descendance de Louis XVII. Puisant ses sources uniquement dans les archives du temps et dans les propres écrits de Naundorff, il fit le point des connaissances historiques sur ces deux faits si controversés : l'évasion du Temple et l'identité de Naundorff avec le Dauphin. S'il est impossible d'affirmer que Louis XVII est mort au Temple, la théorie de l'évasion n'en demeure pas moins fort douteuse, sinon insoutenable. De toute façon, nul ne pourra établir ce qu'est devenu le prisonnier du Temple, et les incohérences du récit de Naundorff, ses grossières erreurs obligent tout historien sérieux à repousser ses prétentions. « La réalité, conclut-il, est moins belle que la légende. Mais elle seule nous guide et nous commande. Et elle nous récompense assez de notre impartialité en nous donnant pour Roi le plus apte et le plus digne : Monseigneur le Comte de Paris. »

Le 5 janvier, la Mesnie célébra dans une atmosphère intime et joyeuse la *Fête des Rois*. Après une parade artistique aussi réussie qu'improvisée, on découpa la galette traditionnelle et l'on but avec enthousiasme au roi et à sa gracieuse reine. Puis Maurice, roi d'un jour, prit la parole pour exalter la signification profonde de cette fête et, de toute son ardeur, proclamer sa foi dans le retour du Roi sans lequel il ne saurait y avoir pour notre pays ni fêtes ni joies durables.

La réunion du 11 janvier fut occupée tout entière par un exposé sur : le *Régionalisme*. Montrant la nécessité inéluctable d'une décentralisation et l'impossibilité pour la République de l'effectuer dans des conditions satisfaisantes, l'auteur de cet exposé rappela les principes posés par le Prince, et qui font la preuve, dans ce domaine essentiel pour le régime de demain, de la connaissance profonde des idées et des institutions qui donnent à notre Prince cette sûreté de vues qui confond même ses adversaires les plus déclarés. La discussion qui suivit fut des plus riches, et elle permit de préciser dans tous ses détails le rôle et la place des futures provinces, dans une Monarchie résolument orientée vers l'avenir.

Bulletin Intérieur de la « Mesnie » (association déclarée, régie par la loi de 1901).

éphémérides

2 février 1317. Philippe, 2^e fils de Philippe le Bel, réunit à Paris les principaux prélats et grands personnages du royaume. Ceux-ci proclamèrent que « femme ne succède pas au royaume de France » et Philippe est proclamé Roi de France sous le nom de Philippe V.

4 février 1505. Mort de Jeanne de France, fille de Louis XII et première femme de Louis XII. Fondatrice de l'Annonciade, elle fut béatifiée le 18 juin 1742.

8 février 1250. Saint Louis remporte la victoire de Mansourah, en Egypte.

10 février 1638. Vœu de Louis XIII, à Notre-Dame de Paris.

13 février 1429. Jeanne d'Arc quitte Vaucouleurs pour aller trouver le Dauphin à Chinon.

13 février 1575. Sacre du roi Henri III à Reims.

15 février 1574. Henri, troisième fils de Catherine de Médicis et d'Henri II est couronné roi de Pologne, à Cracovie. Il régnera en France sous le nom de Henri III.

15 février 1515. Mariage de Henri III à Reims avec Louise de Lorraine.

18 février 1587. Exécution de Marie Stuart, reine d'Ecosse. Elle avait été reine de France, comme épouse du roi François II.

21 février 1403. Naissance du prince Charles, cinquième fils de Charles VI et d'Isabeau de Bavière, qui deviendra Charles VII.

24 février 1525. Bataille de Pavie. François I^{er} est fait prisonnier.

24 février 1848. Abdication du roi Louis-Philippe.

27 février 1594. Sacre de Henri IV, dans la cathédrale de Chartres.

NOTRE-DAME DE BOULOGNE A PARIS

Le principal obstacle au retour de la Monarchie, dit-on souvent, c'est l'inertie générale du peuple français, son scepticisme. On dit qu'il a perdu la Foi, qu'il ne sait plus prier... Alors, que pense-t-on de cet élan merveilleux des foules sur le passage de Notre-Dame de Boulogne, de cet accueil véritablement royal que la France entière et Paris lui-même, le terrible Paris, réserve à celle qui nous a toujours protégés et aimés ? Serait-ce un mouvement de curiosité qui amenait hier si nombreux, à la messe de minuit, les femmes, les hommes, les petits enfants ? Ostentation, cette adoration de la Vierge sur son passage ? Cette foi extraordinaire qui précipitait vers la Reine encadrée de torches une foule qui chantait sa gloire avec tant de conviction, qui voulait toucher le bas de son manteau comme le peuple de Judée, il y a 2.000 ans, touchait le manteau du Christ pour être guéri de ses maux ?

Devant cet élan de foi, les sceptiques n'ont qu'à s'incliner. Au moment où notre pays cherche péniblement sa voie au milieu des querelles et des intrigues politiques, des rivalités internationales, des luttes de partis, les Français peuvent et doivent avoir confiance dans l'avenir, s'ils s'unissent tous dans une même prière, toute simple, à la portée de tous :

« O mon Dieu, vous nous avez envoyé notre Mère sur la Terre. Aidez-la à sauver la France. »

S.P.I. - Imp. 27, rue Nicolo, Paris